

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le renforcement de la stabilité de la Zone euro et sur les relations franco-allemandes, à Ludwigsburg (Allemagne) le 22 septembre 2012.

Je voulais d'abord remercier Angela MERKEL et l'ensemble des autorités allemandes qui nous ont reçus pour cette cérémonie qui ouvre donc l'année franco-allemande et qui était une évocation de notre Histoire, de cet acte d'audace dont j'ai parlé, qui a permis à l'amitié franco-allemande d'engendrer l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui.

Nous avons un devoir de rappel de notre Histoire, pour savoir d'où nous venons, mais nous avons surtout un devoir d'action pour l'immédiat et de préparation de l'avenir. C'est ce dont nous avons parlé tout au long des heures qui ont suivi la cérémonie.

D'abord, des étapes importantes ont été franchies ces derniers mois : le Conseil européen de la fin du mois de juin, où nous avons élaboré ce pacte de croissance qui doit maintenant s'appliquer partout. Nous avons également renforcé la stabilité de la zone euro, ce qui a permis à la Banque centrale européenne de préciser ses modes d'intervention. Il y a eu la décision du tribunal de Karlsruhe pour rendre son verdict qui était très attendu, et qui permet maintenant au Mécanisme Européen de Stabilité de pouvoir être pleinement utilisé, en fonction des besoins qui se feront sentir et des demandes qui seront faites. Et puis, nous avons à traiter, dans le court terme, la question de la Grèce -- les choses avancent avec le travail de la Troïka -- et l'Espagne qui a pu faire appel à un soutien pour ses banques, qui lui a été d'ailleurs accordé à hauteur de 100 milliards d'euros.

Alors, qu'est-ce que nous avons à faire encore ? Nous avons à renforcer notre gouvernance. Et je souhaite que la France et l'Allemagne puissent prendre des initiatives pour permettre que nous puissions coordonner nos politiques, améliorer encore nos décisions, valider nos choix et être capables d'intervenir, lorsque c'est nécessaire, avec une régularité. Nous avons à donner une signification, une traduction, à l'union bancaire. Nous pourrions le faire, dans une première étape, au Conseil européen et y revenir encore à la fin de l'année, parce que nous avons besoin de surveillance. Et je considère que la Banque centrale européenne peut avoir un rôle tout à fait précieux pour la supervision. Et enfin, nous avons à approfondir notre union économique, monétaire et ce sera l'objet de la feuille de route pour la fin de l'année.

Pour résumer ce qu'est notre position commune : nous avons franchi des étapes et nous en avons encore d'autres et nous devons nous donner comme perspective qu'à la fin de l'année, l'essentiel des questions qui étaient posées puissent maintenant être réglées et que nous arrivions, en 2013, à un autre agenda qui serait celui, sur lequel nous devons encore travailler, du renforcement de notre union et du soutien à la compétitivité et à la croissance parce que nous ne voulons pas que s'instaure une zone, la zone euro pouvant être celle-là, où il y ait des chiffres de croissance qui ne correspondent pas à nos engagements en matière d'emplois.

Donc nous avons cette responsabilité, redonner confiance et faire en sorte que nous puissions avoir de bons mécanismes de décision et régler les problèmes et donner une perspective à l'Union européenne.

Je dois dire que cette journée était symbolique à bien des égards, symbolique de ce que la France

et l'Allemagne ont été capable de faire, symbolique encore de cette amitié qui ne s'est jamais essoufflée, qui, génération après génération, prend un nouveau tour et une nouvelle perspective. Et nous aurons d'ailleurs, dans le cadre du traité de l'Elysée, son 50ème anniversaire, à renforcer encore tous les mécanismes d'échanges linguistiques, culturels et notamment l'office franco-allemand pour la jeunesse qui est un bel instrument que nous devons encore renforcer.

Je termine sur la question qui nous a également été posée sur le rapprochement EADS-BAE. C'est une volonté d'entreprise, c'est un projet sur lequel nous sommes décidés à être en concertation étroite, la France et l'Allemagne. Parce que nous considérons que c'est un enjeu qui concerne l'Europe bien sûr, mais aussi nos deux pays, compte tenu de ce qui existe aujourd'hui au capital de cette entreprise. Sur le reste, nous considérons que les demandes et les vérifications devront être faites au cours des prochains jours.

QUESTION -- C'est une question à propos du projet de fusion EADS-BAE système. Je voulais savoir quelles étaient les conditions posées par vos deux pays, la France et l'Allemagne pour donner votre feu vert à ce projet, que ce soit en terme industriel, militaire, d'administration et de capital ?

LE PRESIDENT - Les conditions, vous les imaginez, donc, je n'ai pas besoin ici de les développer. C'est l'emploi, la stratégie industrielle, les activités de défense, les intérêts de nos états respectifs. C'est là-dessus que nous sommes en discussion avec l'entreprise qui a fait ce projet.

QUESTION -- Une question à l'une et l'autre à propos de l'union bancaire. Je voudrais savoir si vous avez discuté de cette question de façon détaillée. Et Monsieur HOLLANDE, est-ce que vous pouvez accepter que la supervision bancaire ne vienne pas le 1er janvier 2013 ? Et vous Madame la Chancelière, est-ce que vous êtes d'accord, qu'en échange d'un compromis, des concessions puissent être faites au niveau de la supervision bancaire concernant les petites banques, supervision par la BCE.

LE PRESIDENT -- Oui, je suis pour l'union bancaire. Je considère que c'est une étape très importante par rapport aux objectifs qui sont les nôtres de stabilité, de maîtrise de la finance et des risques. Nous devons le faire par stades successifs et le plus tôt sera le mieux. Il y a des modalités, vous savez que c'est la Banque Centrale Européenne qui doit être superviseur, et à partir de là, de voir comment nous pouvons faire pour prendre en compte le plus d'établissements possible. C'est la position de la France. Mais en laissant aussi aux autorités de régulation de chacun des pays un rôle, de façon à ce que le système puisse être le plus efficace possible. Alors après, il y aura d'autres évolutions. Une fois qu'il y aura cette supervision, il pourra y avoir des mécanismes d'intervention différents.

QUESTION- La crise touche toute l'Europe, or vous Madame MERKEL vous êtes en fin de mandat, et vous connaissez un taux de popularité élevé, alors que vous Monsieur HOLLANDE qui êtes en début de mandat, votre popularité est en chute, comment expliquez-vous ce phénomène ? Est-ce qu'il est plus difficile de commencer un mandat que de le terminer ?

LE PRESIDENT -- Cela dépend comment on le termine, c'est toute la question. Donc, je vais laisser Madame MERKEL s'exprimer sur la fin de mandat mais qui peut être pour elle le début d'un autre, je n'en sais rien, je vais la laisser s'exprimer.

[...]

LE PRESIDENT -- Ai-je besoin d'ajouter quelque chose à ce qu'a dit Madame MERKEL pour signaler qu'il y a effectivement dans un mandat, des hauts, des bas ? Ce qui compte c'est le cap qui est fixé, les moyens de l'atteindre et la force que l'on met pour obtenir des résultats. Les débuts de mandat sont forcément une période où les attentes sont considérables, les fins de mandats sont des temps où des résultats sont demandés. Je demande à être jugé sur les résultats, et cela prendra le temps nécessaire. Il se trouve que nous sommes dans une situation en Europe qui est difficile. Il y a une crise, il y a une croissance faible, il y a du chômage, et mon devoir, c'est de permettre à la France, dans le cadre de ses engagements européens d'arriver à la fin de mon mandat dans un meilleur état que ce que j'ai connu au début. Après, les sondages sont une part d'estimation, mais le seul résultat qui compte c'est le vote des peuples au moment où ils sont consultés.

QUESTION -- On a beaucoup parlé aujourd'hui d'amitié franco-allemande, alors comment est-ce que vous qualifiez votre relation de travail personnel ? Où en êtes-vous sur le chemin de l'amitié ? De « MERKOZY », on a toujours dit que la coopération était exceptionnelle. Quelle est la qualité de la coopération de « MERKHOLLANDE » ?

LE PRESIDENT -- Nous n'avons pas besoin de rapprocher nos deux noms pour donner un nouveau patronyme à la conduite de la politique européenne. Parce que ce n'est pas notre conception. Nous échangeons autant qu'il est possible et nécessaire, nous le faisons dans un bon esprit, en cherchant à chaque fois le compromis pour entraîner les autres, et je crois que l'erreur ce serait de laisser penser que dès que nous sommes d'accord, nous, les autres devraient forcément nous suivre. Mais l'autre erreur ce serait de ne pas nous mettre d'accord. Mais l'autre erreur ce serait de ne pas nous mettre d'accord. C'est très important que la France et l'Allemagne, à chaque moment, puisse se retrouver sur le cap à conduire et l'étape à franchir. Et, c'est vrai que nous sommes liés par l'Histoire. J'ai parlé et Angela MERKEL vient de reprendre le mot, d'audace. C'était très difficile, 20 ans après une guerre qui avait divisé autant l'Europe et qui avait opposé nos deux pays dans la barbarie. C'était très difficile de se retrouver dans un traité d'amitié, et c'était très difficile pour l'Europe d'avoir une vision commune. Aujourd'hui, nous ne sommes pas du tout devant cette épreuve, elle n'est pas de même dimension, elle n'a pas les mêmes conséquences. Mais en même temps, nous sommes devant une crise, nous sommes devant une Europe qui doute d'elle-même, une zone euro qui, à un moment, a pu donner des signes de faiblesse. Alors, la responsabilité de ceux qui dirigent, et notamment en Allemagne et en France, c'est de prendre les bonnes décisions. Et moi, je voudrais que dans 20 ans, lorsque d'autres reviendront ici pour saluer l'amitié, ils puissent se dire qu'à cette époque, français et allemands, ont pu agir utilement pour l'Europe et ont pu aussi avoir de l'audace.

Je vous remercie.